que, sauf pour une courte période de temps, pour des questions d'opportunité temporaires il ne devrait être permis à aucun homme de demeurer à ce poste, comme un simple gouverneur temporaire. Eh ! M. l'Orateur, nous savons, et je crois que mes honorables amis de Québec savent, que des cas peuvent se présenter où l'on peut user et abuser de la position de lieutenant-gouverneur d'une manière que la constitution n'a jamais prévue. Nous avons eu assez l'expérience que les lieutenants-gouverneurs des provinces s'arrogent eux-mêmes des droits et des fonctions auxquels les gouverneurs généraux du Canada n'ont jamais osé prétendre. Je crois que nous avons des preuves suffisantes de cela, et je dis qu'il est inconvenable, au plus haut point, que pour une période de temps considérable, un lieutenant-gouverneur—peu importe qui il est, peu importe dans quelle province il est—ne devrait être autorisé à rester en office comme occupant de la position vacante. Comme je l'ai dit, nous ne nous opposons nullement—quoiqu'il y ait beaucoup à dire contre la convenance de donner un troisième terme à un homme quelconque—nous ne nous opposons pas du tout, si le gouvernement, dans sa sagesse, juge à propos d'envoyer une commission en faveur de sir Leonard Tilley, et le placer dans la position dans laquelle un lieutenant-gouverneur devrait être, à savoir d'occuper son office comme un juge occupe sa position ; c'est-à-dire en étant susceptible de démission que pour cause. J'estime que c'est là la position d'un lieutenant-gouverneur durant la période de cinq années. Nominale cette position est suivant bon plaisir, mais réellement, elle ne suppose le renvoi que pour cause. Il détient son emploi durant bonne conduite, virtuellement comme un juge détient le sien. Que penserait-on si nous retournions à l'ancien et vicieux système sous lequel les juges restaient en position suivant le bon plaisir de la Couronne et pouvaient être démis à volonté. Dans une proportion très considérable le lieutenant-gouverneur d'une province devrait être un homme indépendant. Sous certains rapports il occupe entre les deux partis, une position quasi-judiciaire, et je crois, M. l'Orateur, que la constitution n'a jamais prévu—quoiqu'il puisse y avoir, et quoiqu'il ait là, de fait une échappatoire pour accomplir ce genre de choses—la constitution, dis-je, n'a jamais prévu qu'il put être permis à des lieutenants-gouverneurs de rester en office simplement suivant caprice et bon plaisir, avec l'entente que s'ils faisaient plaisir à leurs amis d'Ottawa ils pourraient conserver une situation convenable, et que s'ils ne plaisaient pas à leurs maîtres ils seraient renvoyés sans aucune formalité, sans connaître la raison de leur renvoi, sans même l'information donnée à la chambre que leur utilité a cessé, comme cela s'est vu, dans un cas bien connu ici.

J'appuie de tous points l'opinion de mon honorable ami de Bothwell (M. Mills), et l'opinion du chef de l'opposition (M. Laurier), qu'il est au plus haut point inconvenable, que, sauf pour un très court espace de temps, et pour des fins d'une convenance temporaire, que cet important office, un office qui, à notre vu et su, peut être employé dans le but d'intervenir très sérieusement, contre la volonté nettement exprimée du peuple, ne soit détenu par personne, sans égard à qui que se soit sous une tenure du genre de celle en vertu de laquelle sir Leonard Tilley détient la position de lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick.

SIR RICHARD CARTWRIGHT.

En ce qui concerne les querelles de famille des honorables députés de la droite, nous n'avons guère à nous en mêler. Peu nous importe que la parti du ministre du Revenu de l'intérieur, ou que le parti du ministre des Finances soit prédominant. Il ne nous importe pas davantage que le nouveau lieutenant-gouverneur vienne de l'est ou de l'ouest ou du sud ou du centre du Nouveau-Brunswick. Qu'ils règlent entre eux ces questions comme ils l'entendent. Tout ce que je prétends, c'est que, dans l'intérêt du service public, et dans le but de remplir les devoirs de lieutenant-gouverneur, il est de très grande importance en effet, que qui que ce soit qui soit choisi puisse rester en office, durant bonne conduite, et n'être renvoyé que pour cause.

M. OUMET : Je suis heureux de voir que nous nous entendons passablement bien sur l'aspect légal de la question, que les lieutenants-gouverneurs doivent rester en emploi suivant bon plaisir, mais pas pour une période de moins de cinq ans. Il dépend du bon plaisir de Son Excellence le gouverneur en conseil de continuer au delà des cinq années, sa confiance dans un homme qui a été nommé à la position de lieutenant-gouverneur, et cet exercice de prérogative est sujet à la surveillance de la chambre et du pays, et pour cela, dans le cas actuel comme dans tout autre, les conseillers de Son Excellence sont prêts à répondre de tout abus qui pourrait être fait de l'exercice de la prérogative de Son Excellence. Toutefois, je dirai que le cas actuel doit être considéré comme un cas exceptionnel. On est heureux de voir que les membres de l'opposition conviennent que cette exception est faite en faveur d'un homme exceptionnellement bon. Je conviens avec l'honorable député (sir Richard Cartwright), qu'il est très important que les lieutenants-gouverneurs jouissent de la plus entière indépendance possible, pendant qu'ils occupent cette charge élevée. Toutefois il existe un point, sur lequel dans le passé, nous avons différencié avec les honorables messieurs de la gauche, et c'est sur le degré d'indépendance avec laquelle les lieutenants-gouverneurs devraient exercer leurs hautes fonctions. Quant au dernier cas auquel l'honorable député a fait allusion, tout le monde a été surpris de voir que cette question n'ait pas été amenée devant la chambre, à la dernière session, et nous sommes restés sous l'impression que si la question de l'indépendance avec laquelle la prérogative du lieutenant-gouverneur de Québec a été exercée récemment, n'avait pas été présentée devant le parlement, c'est que les honorables membres de la gauche ne comptaient pas se faire beaucoup d'honneur, en agissant ainsi.

M. FRASER : Il y a, dans cette question, un point qui me paraît avoir été oublié par les honorables messieurs qui ont parlé avant moi. Si le lieutenant-gouverneur peut être maintenu dans ses fonctions pendant un mois après l'expiration de son terme, pourquoi ne pas le maintenir pendant un an, cinq ans, dix ans même ? Mais il existe un autre côté de la question qui me paraît mériter l'attention de cette chambre. Parmi les choses invraisemblables que l'on peut voir dans notre jeune pays, je prétends qu'il faut placer au premier rang le fait d'un homme qui prépare une pétition pour lui-même et la passe à la ronde, demandant qu'il soit nommé lieutenant-gouverneur. Je crois qu'il est excessivement désirable qu'un homme destiné à une si haute position jouisse d'un caractère et